
Le développement comme champ politique local

Jean-Pierre Olivier de Sardan



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/apad/2473>

DOI : 10.4000/apad.2473

ISSN : 1950-6929

Éditeur

LIT Verlag

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 1993

Ce document vous est offert par Institut de recherche pour le développement (IRD)



Référence électronique

Jean-Pierre Olivier de Sardan, « Le développement comme champ politique local », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 6 | 1993, mis en ligne le 10 mars 2008, consulté le 28 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/apad/2473> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.2473>

Ce document a été généré automatiquement le 28 janvier 2021.

Bulletin de l'APAD

Le développement comme champ politique local ¹

Jean-Pierre Olivier de Sardan

Le développement : remarques préliminaires

- 1 Évitions les sempiternels débats sur "développement et croissance", ce qu'est le "vrai" développement, est-ce que le développement est un but, une mystique, une utopie, un mal, etc. C'est d'abord une réalité. Il y a développement dès lors qu'il y a des "développeurs" ² (occidentaux ou nationaux, institutionnels ou ONG), dès lors que des interventions volontaristes d'origine extérieure à un milieu-cible visent à transformer en partie ce milieu-cible, en général par l'introduction de technologies nouvelles et/ou la transformation de certains comportements économiques (et, au moins indirectement, non-économiques). Que le développement "marche" ou ne "marche pas", qu'il soit positif ou négatif, intéressé ou désintéressé, il existe, car existe tout un ensemble de pratiques sociales que désigne ce mot. Pour l'anthropologie du développement, le développement est d'abord un objet d'étude. Cette définition non normative du développement ne signifie pas bien sûr qu'il faille se désintéresser de tout jugement moral ou politique sur les diverses formes de développement, loin de là, mais il s'agit d'un autre problème. L'anthropologie doit étudier le développement en tant que constituant un "phénomène social" comme un autre, au même titre que la parenté ou la religion. Que se passe-t-il lorsque des "développeurs" induisent une opération de développement chez des "développés" ? Cela inclut aussi bien de comprendre comment agissent sur le terrain les agents de développement - ils ne sont pas de simples courroies de transmission, et ont leurs propres stratégies - que d'analyser le mode de fonctionnement "réel" d'une institution de développement ou de la Banque Mondiale (dans les deux cas seule l'enquête peut répondre, le présupposé idéologique ne suffit pas : la sociologie des organisations a montré le chemin), que d'étudier la corruption dans l'appareil d'Etat, ou de déterminer les modèles de comportement économique d'une population villageoise (à partir de l'observation, et non en y projetant des catégories préfabriquées)...

- 2 Le champ du développement ne manque pas de points de vue normatifs, d'a priori idéologiques (de tous côtés), d'idées reçues et de bonnes intentions... Face aux "échecs", quels qu'en soient les motifs invoqués, face à la crise permanente des économies africaines, la tentation est grande du "il n'y a qu'à..." Or ce qui fait peut-être le plus défaut, c'est la compréhension des mécanismes réels à l'œuvre, c'est l'analyse des processus en jeu, à tous les niveaux.
- 3 Pour paraphraser et inverser la célèbre phrase de Marx dans les thèses sur Feuerbach, le problème, en ce qui concerne le développement, est peut-être de comprendre le monde avant de le transformer, ou de comprendre comment il se transforme... Les actions visant à transformer le Tiers Monde ne manquent pas, c'est même cela qui fait vivre les opérateurs du développement. Les recherches permettant de comprendre comment il se transforme de facto sont plus rares. Et plus rare encore est la prise en compte de telles recherches par les développeurs.

Le développement local comme arène politique

- 4 Comprendre les processus de changements en Afrique implique de sortir des théories idéologiques, économiques et politiques "macro", qui proposent tel ou tel "modèle" de développement. Il faut aussi promouvoir des analyses plus fines, plus spécifiées, plus intensives. Il y a bien sûr plusieurs échelles possibles pour appréhender le changement. Mais je crois qu'il y en a une qui est particulièrement productive en termes de compréhension des processus, et qui recouvre un certain "savoir-faire" des anthropologues, c'est l'échelle qui correspond au niveau stratégique du "point d'impact" des politiques de développement sur les populations concernées. Il s'agit là d'avoir un "point de vue" plus proche des destinataires finaux et des utilisateurs réels ou potentiels du développement, qui prenne en compte leurs réactions aux actions de développement mises sur pied à leur intention. Une véritable "évaluation" d'une opération de développement ne peut être simplement comptable ou technique, elle ne peut se faire au pas de course par des "experts" en tournée, elle exige au contraire une analyse des modes d'usage de l'opération de développement par ses destinataires, comme des modes de sa mise en œuvre par ses opérateurs. Si j'insiste sur ce niveau plus "micro", proche de l'acteur social de base, plus familier à l'anthropologue, ce n'est pas pour nier l'importance des études plus structurales, générales et "macro", c'est parce que l'interaction "développeurs/développés", sous contraintes de type "macro" (rapports de production, marché mondial, politiques nationales, etc.), est un lieu stratégique pour comprendre tant les logiques d'action des institutions de développement que les logiques d'action des producteurs et des populations concernées. Nous supposons en effet (mais c'est un paradigme fondateur des sciences sociales) que les discours publics, les politiques proclamées, les structures administratives ou juridiques, ne coïncident pas avec les pratiques effectives, dans le développement comme dans les autres aspects de la vie sociale.
- 5 Le développement fait intervenir de multiples acteurs sociaux, du côté des "groupes-cibles" comme du côté des institutions de développement. Leurs statuts professionnels, leurs normes d'action, leurs compétences, leurs stratégies diffèrent considérablement. Leurs enjeux respectifs ne sont pas les mêmes. Le développement "sur le terrain", c'est la résultante de ces multiples interactions, qu'aucun modèle économique en laboratoire ne peut décrire a priori, mais dont la sociologie et l'ethnologie peuvent tenter de découvrir les modalités in situ.

- 6 À cet égard le développement est bien un lieu d'affrontement "politique", mais dans un tout autre sens que celui que l'on donne habituellement à cette expression. Je ne parle en effet ni de la politique nationale ni de la politique internationale, où circulent politiciens et hauts fonctionnaires, et où le développement est soit un argument rhétorique, soit un enjeu de politique économique nationale.
- 7 Je me situe à un autre niveau, celui par exemple d'une opération de développement rural, qui met en rapports directs ou indirects une série d'acteurs relevant de catégories variées : paysans de statuts divers, jeunes sans emploi, femmes, notables ruraux, agents de développement de terrain, représentants locaux de l'administration, membres d'ONG, experts de passage, assistants techniques européens, etc. Ces acteurs développent tous autour du projet de développement des stratégies personnelles et professionnelles, menées selon des critères multiples : renforcer le patrimoine foncier pour certains, obtenir de l'essence et un véhicule pour d'autres, et ainsi à l'avenant : améliorer une position institutionnelle, obtenir un meilleur contrat, accroître un réseau de clientèle, se rendre indispensable, gagner plus d'argent, surveiller le voisin ou le rival, faire plaisir à ses relations, etc. etc.
- 8 Tout projet de développement apparaît ainsi comme un enjeu où chacun joue avec des cartes différentes et des règles différentes. On peut dire aussi que c'est un système de ressources et d'opportunités que chacun tente de s'approprier à sa manière.
- 9 On peut dire enfin que c'est une "arène", où des groupes stratégiques hétérogènes s'affrontent, mus par des intérêts (matériels ou symboliques) plus ou moins compatibles.
- 10 Le produit de cette "affrontement" plus ou moins feutré, de cette "négociation" plus ou moins informelle, ce n'est rien d'autre que ce que devient une opération de développement en pratique, c'est-à-dire quelque chose d'imprévisible. La "dérive" entre une opération de développement "sur le papier" et une opération de développement "sur le terrain" est inéluctable, elle n'est rien d'autre que le produit de l'"appropriation" différentielle de cette opération par les différents acteurs concernés, c'est-à-dire la capacité de certains individus ou groupes sociaux à infléchir le projet à leur profit, directement ou indirectement.
- 11 Or, partout les acteurs concernés disposent plus ou moins de "ressources" pour agir sur un projet (ne serait-ce qu'en s'en désintéressant). Certains en ont plus que d'autres : ils disposent de plus d'argent, ou de plus de terres, ou de plus de main-d'oeuvre, ou de plus de compétence technique, ou de plus d'énergie, ou de plus de relations, ou de plus de protections, etc. Mais cette inégalité face à un projet n'est pas, on le voit, monofactorielle : il n'y a jamais un seul critère qui définisse les inégalités. Il est vrai que certains cumulent les désavantages, et sont donc presque dès le départ marginalisés. Mais il est rare que les destinataires d'un projet n'aient aucune marge de manœuvre. Par exemple, la résistance passive à un projet, ou le refus d'y participer, ou les multiples usages de la rumeur, sont autant de formes plus ou moins "invisibles" (de l'extérieur, ou pour des experts pressés...) par lesquelles les plus démunis peuvent agir...
- 12 L'usage, à propos des opportunités offertes par un projet, que font les acteurs visibles comme les acteurs invisibles de leurs capacités respectives (actives ou passives, d'action ou de nuisance, cachées ou publiques), c'est cela même qui dessine une micro-politique du développement. Si l'on peut parler de "politique" c'est qu'il s'agit

bien d'une confrontation et d'une lutte d'influence entre l'ensemble des acteurs sociaux impliqués (du côté des opérateurs de développement comme du côté des populations cibles), autour des avantages et inconvénients relatifs (directs et indirects) que toute action de développement procure.

- 13 Une telle optique oblige à s'interroger sur les stratégies des diverses catégories d'acteurs, elle oblige à rechercher les codes sociaux et normes de comportement qui servent de références à ces stratégies (du côté des "développeurs" comme du côté des "développés") : car, en effet, les critères par lesquels des jeunes en quête d'émancipation face à leurs aînés règlent leurs comportements face à un projet de développement local ne sont pas les mêmes que ceux d'assistants techniques européens cherchant à justifier leur affectation ou que ceux du chef de village qui tente d'élargir sa clientèle sociale...
- 14 Une telle optique implique aussi un postulat aisément vérifiable sur le terrain : rien n'est joué d'avance, on ne peut au départ prévoir l'issue d'un projet, aucun système explicatif pré-programmé ne peut rendre compte de la dérive d'une opération de développement, de son échec ou de sa réussite.
- 15 Cette complexité de toute situation de développement, due à la multiplicité des acteurs concernés, à l'hétérogénéité des codes à l'aide desquels ils règlent et pensent leurs actions, à la grande variété des références et des ressources sociales, symboliques, culturelles, économiques dont ils disposent, tend à être masquée ou réduite par le biais des clichés idéologiques, des représentations stéréotypées et des incantations morales qui fleurissent dans le monde du développement. Face aux écarts entre les conduites prévues et les conduites réelles, on va mobiliser des notions très exactement "a-politiques", qui ne se proposent pas d'identifier les diverses stratégies en présence, mais qui au contraire vont invoquer des "essences" toutes faites, qui, en fournissant des explications simples, permettent de faire l'économie d'analyses complexes.
- 16 On invoquera par exemple la "culture", ou "le facteur ethnique", c'est-à-dire on recourra aux notions particulièrement floues qui caractérisent la sociologie ou l'ethnologie de bazar des hommes politiques, des journalistes, et de nombreux experts en développement...
- 17 Ainsi, les références aux "facteurs culturels" comme explication des "blocages" font de la "culture" une sorte d'essence naturalisée, oubliant que la notion de culture n'est qu'un artefact, que les références culturelles ne sont pas des stratégies mais des critères dont se servent les stratégies, que les construits culturels sont en général ambigus, ambivalents et plastiques, et gommant le plus souvent l'existence de sub-cultures, la diversité culturelle interne à un même groupe social, et le poids des clivages sociaux (âge, sexe, statut...) sur les normes et comportements.
- 18 Ainsi, les références habituelles au "facteur ethnique", en supposant une naturalité de l'ethnie, oublient elles aussi les contradictions internes et divergences d'intérêt, elles passent sous silence l'existence d'"entrepreneurs" politiques qui investissent sur la mobilisation "ethnique", elles ne se donnent pas les moyens d'explorer finement les processus de solidarités et de "solidarisation" ni de les mettre en rapport avec les mécanismes de fonctionnement de l'appareil d'Etat (clientélismes), ses formes d'organisation (patrimonialismes), ses modes de reproduction, ses logiques institutionnelles, ses contradictions propres...

Idéologies et représentations

- 19 L'analyse des stratégies des acteurs, c'est-à-dire une perspective d'anthropologie politique à propos des faits de développement, implique de s'intéresser aux représentations de ces acteurs, à savoir comment ils se représentent le développement en général, comment ils se représentent un projet de développement en particulier, et comment enfin ils se représentent les autres acteurs concernés.
- 20 En effet l'accent est souvent mis, dès lors qu'on parle de développement, et encore plus si l'on parle de "politique et développement", sur les "idéologies" du développement, c'est-à-dire les grandes options explicites (théoriques et politiques, voire philosophiques) qui fondent les diverses "théories du développement" et guident ou veulent guider les politiques économiques ou inspirer des politiques alternatives. A l'inverse, l'anthropologie du développement s'intéressera aux représentations plus ou moins latentes qui dominent chez les différents acteurs concernés : la vision des ouvriers agricoles sur les experts européens, comme celle des vulgarisateurs agricoles sur les notables, ou celle des assistants techniques sur l'administration locale... Les représentations sociales des uns et des autres sont en effet une donnée de base pour comprendre les stratégies de chacun, et les interactions entre les stratégies de tous, autrement dit le "jeu politique" qu'est la mise en œuvre d'un projet.
- 21 Or le monde du développement, c'est-à-dire les différents opérateurs de développement agissant dans les institutions de développement, est structuré par des représentations qui tendent à masquer cette réalité, et à produire des visions simplistes et erronées des "populations-cibles". Bien sûr on peut en dire autant des représentations des populations cibles envers les opérateurs de développement. Mais c'est une autre affaire, et c'est bien là un des domaines où les enquêtes font dramatiquement défaut...
- 22 Prenons donc pour le moment comme exemple les représentations en vigueur dans le monde des institutions de développement, qui est plus ou moins le nôtre, et qui est familier à chacun : on peut y discerner à la fois en-deçà et au-delà des "idéologies" du développement classiques, explicites, et débouchant sur des "politiques de développement" (développement auto-centré, développement durable, développement approprié, décentralisation et ajustement structurel, etc.) l'existence aussi bien d'une "méta-idéologie" du développement que d'"infra-idéologies" du développement qui sont autant de freins ou de blocage face à une vision "politique" du développement local.
- Une "méta-idéologie" du développement
- 23 Deux paradigmes semblent inextricablement liés, qui légitiment l'ensemble des pratiques professionnelles des développeurs, quelles que soient leurs orientations "théoriques" ou politiques : (a) le développement a pour objet le bien des autres (paradigme altruiste) ; il en découle qu'il a une forte connotation morale ; (b) le développement implique progrès technique et économique (paradigme de modernisation) ; il en découle qu'il a une forte connotation évolutionniste.
- 24 Ce n'est pas ici le lieu de critiquer ces paradigmes ou non. L'important est qu'ils existent à l'état latent, permanent, formant un "tronc commun" quasi incontournable de légitimations. Or cette méta-idéologie masque en partie le fait que le développement est à la fois un marché et une arène. C'est un marché, où circulent des biens, des services, des carrières... il s'agit d'y "vendre" des projets, des slogans, des politiques, du hardware, du software... Et c'est comme on l'a souligné, une "arène", où divers acteurs sociaux ont des enjeux de pouvoir, d'influence, de prestige, de notoriété, de contrôle. La

vision altruiste et évolutionniste du développement risque fort de masquer cet aspect des choses.

Les "infra-idéologies" du développement : les représentations des populations rurales

- 25 Deux types de représentations sont sans doute actives chez les opérateurs de développement. Les unes, explicites, normatives, sont en partie constitutives des "théories" académiques. Elles portent sur le développement souhaitable, il s'agit d'images du but à atteindre, de la société à bâtir (modèle de la société américaine ; modèles "socialistes" ; modèles alternatifs, société autogestionnaire, éco-développement, développement "africain", etc.). Parfois se référant à un modèle déjà pratiqué, parfois à un modèle à inventer (utopie), ces représentations dessinent les contours plus ou moins flous, plus ou moins réalistes, du souhaitable, c'est-à-dire de la société à développer telle qu'elle devrait être, selon les économistes et autres penseurs ou experts du développement. Tout projet de développement ne vise pas seulement un transfert de technologies et de savoir-faire, il s'assortit d'une tentative de transfert de structures et de modes d'organisation (ou transfert de technologies sociales) : cf. la vogue des coopératives ou des associations paysannes...
- 26 Un autre type de représentations, lié plus ou moins au premier, porte sur la société à développer telle qu'elle est (ou plutôt telle qu'on s'imagine qu'elle est). Ces représentations-là sont plus implicites, mais non moins importantes. Elles sont "décrochées" des théories académiques, c'est à dire qu'elles continuent bien souvent à fonctionner quand les théories académiques qui les explicitaient sont discréditées ou passées de mode. Ainsi les populations paysannes africaines étaient autrefois perçues comme "primitives et "retardées", de façon explicite dans les théories coloniales de la "mise en valeur" (première forme de l'actuel développement) et dans certaines théories ethnologiques de l'époque : cette perception est aujourd'hui disqualifiée comme discours public, et n'a plus d'expression universitaire (l'égalité des cultures est devenu le discours dominant), mais pourtant continue de structurer implicitement les représentations de la plupart des opérateurs du développement (expatriés et nationaux), même si leurs mots et leurs écrits sont autres...
- 27 Prenons l'exemple des représentations plus sophistiquées de la paysannerie et du monde rural. On peut en dégager, entre autres, cinq "idéal-types" particulièrement caractéristiques, c'est-à-dire cinq grands modèles stéréotypés de représentations, qui ont cours, à des degrés variés, chez tous les professionnels du développement rural.
- 28 Ces modèles (parfois combinables entre eux) sont tous largement répandus et tous faux. Pour chacun d'entre eux on peut démontrer qu'à partir de données partielles voire marginales une généralisation sélective et abusive s'opère, qui aboutit à une représentation biaisée de la paysannerie, formée d'images mensongères, enchantées ou déformées de la réalité.

La "communauté" villageoise consensuelle

- 29 Le développement communautaire repose sur le mythe d'un consensus villageois qui masque en fait les multiples divisions et antagonismes qui structurent les paysanneries locales, où qu'elles soient. Contradictions de type statutaire (hommes/femmes, aînés/cadets), ou encore liées aux facteurs de production (contrôle de la force de travail et maîtrise du foncier), voire rivalités plus fluides, interpersonnelles ou mettant en jeu des réseaux formels ou informels (voisinage, parenté, amitié et camaraderie, clientélisme, etc.)...

Le paysan "petit entrepreneur" individuel

- 30 Inversement, le chef d'exploitation maximisant les facteurs de production n'existe que dans l'imagination de certains. Les niveaux de décision sont profondément imbriqués : tantôt l'individu dépendant (femme, client, cadet...), tantôt le responsable de l'unité de production (le "chef de famille"), tantôt l'ancien lignager ou le chef de clan : les décisions économiques pertinentes peuvent être prises selon les cas à l'un ou l'autre de ces niveaux (voire à plusieurs simultanément et contradictoirement). De plus, à chaque niveau, les logiques et rationalités d'action varient, comme varient les normes techniques, économiques et sociales qui règlent le comportement et les décisions des agents économiques "à la base".

La paysannerie "bloquée culturellement"

- 31 Superstitions, coutumes, mentalités sont invoquées pour expliquer le "retard" des populations paysannes ou leurs résistances face aux opérations de développement. Or l'innovation, le syncrétisme, l'emprunt ont toujours été présents dans les sociétés rurales africaines, et les logiques symbolico-religieuses ont toujours coexisté avec des logiques proprement économiques ou techniques (même si celles-ci ne se confondent pas avec la rationalité technique ou économique des agronomes ou des économistes occidentaux).

La paysannerie soumise, passive

- 32 Subissant sans broncher le joug du pouvoir, les sociétés rurales seraient progressivement broyées par les mécanismes économiques contemporains et asservies au marché mondial. C'est oublier l'importance des marges de manœuvre dont disposent les petits producteurs, et leur capacités d'adaptation et d'improvisation, comme les multiples "résistances passives" ou détournements dont les politiques publiques (dès la colonisation) ont fait l'objet lorsqu'elles pénétraient le monde rural.

La paysannerie "non-capturée", rétive, rebelle

- 33 C'est la figure inverse. Les paysans se refuseraient à rentrer dans l'économie moderne, et se réfugieraient dans l'auto-subsistance et les solidarités anciennes. Pourtant, la monétarisation de l'économie (et même d'une partie de la vie sociale) est acquise depuis longtemps, et les rapports marchands se rencontrent partout.
- 34 On voit bien comment ces représentations courantes chez les "développeurs", ces stéréotypes à travers lesquels le monde rural est considéré et interprété, entrent en contradiction avec ce que nous apprend une analyse "micro-politique" du développement.
- 35 Connaître et comprendre les pratiques paysannes, et donc aller au-delà des clichés, ne signifie pas les "fétichiser". Il ne s'agit pas ici de "jouer" les développés contre les développeurs. Mais d'insister sur la nécessaire entrée d'éléments nouveaux, issus de l'analyse des pratiques, dans le débat sur le développement. Par exemple, et pour en rester au cas du développement rural, il importe de se pencher plus sur les "savoirs" paysans, non pour dire qu'ils sont suffisants ou adaptés aux nouveaux problèmes, mais parce qu'ils constituent une variable centrale de tout développement rural... Ces savoirs sont complexes : le savoir "agronomique" des paysans est parfois d'autant plus sophistiqué que les techniques de production sont simples. Ces savoirs portent aussi sur des domaines où on "oublie" souvent leur présence : savoir "de gestion économique" (combinaison variable entre cultures de rente et de subsistance, auto-consommation et vente de surplus, travail salarié et production agricole ; entretien de réseaux de protection sociale...) ou "politique" (usage des mécanismes clientélistes, formes subtiles de refus...). De plus, et contrairement à des "représentations" fort répandues, ces

savoirs ne sont pas archaïques et "traditionnels", ils ont partout incorporé les informations issues de la période coloniale et post-coloniale, et tiré la leçon des opérations de développement précédentes, des dysfonctionnements de l'appareil d'Etat, etc. C'est pourquoi parler simplement à leur sujet de "culture" (bien que ces savoirs soient évidemment "culturels"), c'est risquer d'en gommer l'opérationnalité, l'"économicité", la "modernité", et le caractère "politique", c'est risquer de les réduire à une survivance (parfois "blocage", parfois "folklore"), ou de n'y voir que les seuls aspects légitimes (parce que les cultures africaines, c'est bien...) aux yeux de l'Occident, ou des "élites" nationales en mal d'authenticité.

- 36 Savoirs paysans, logiques paysannes, stratégies paysannes : il s'agit de dégager, de l'infinité des comportements individuels, un certain nombre de régularités et d'en rendre compte. A cet égard l'anthropologie du développement doit avoir une visée comparative. Il n'est pas question de s'enfermer dans la singularité de seules études de cas isolées : les réactions des producteurs ruraux aux projets de développement offrent d'une société à l'autre, d'un pays à l'autre, un certain nombre de ressemblances frappantes, qui montrent qu'une typologie des logiques et stratégies paysannes africaines (à partir de contextes écologiques et sociaux comparables) est envisageable.

BIBLIOGRAPHIE

Bailey F., 1969, *Stratagems and spoil. A social anthropology of policies*, London : Basil Blackwell (trad. fr. 1971 : *Les règles du jeu politique*).

Bierschenk Th., 1991, Les projets et les politiques de développement sont-ils des préoccupations légitimes de l'anthropologie ?, *Bulletin de l'APAD*, 1 : 12-14.

Bierschenk Th., 1988, Development projects as an arena of negotiation for strategic groups. A case study from Benin, *Sociologia Ruralis*, 28(2-3) : 146-160.

Blundo G., 1992, "Le conflit dans L'entente". Coopération et compétition dans les associations paysannes de Koungheul (Sénégal), *Bulletin de l'APAD*, 4 : 33-49.

Boiral P, Lantéri J.-F., Olivier de Sardan J.-P. (Eds), 1985, *Paysans, experts et chercheurs en Afrique Noire. Sciences sociales et développement rural*, Paris, Karthala.

Crehan K. & Oppen (Van) A., 1988, Understandings of "development" : an arena of struggle. The story of a development project in Zambia, *Sociologia Ruralis*, (2-3) : 113-145.

Daane J. & Mongbo R., 1991. Peasant influence on development projects in Bénin : a critical analysis, *Genève-Afrique*, 29(2) : 49-76.

Dozon J.-P., 1992, Le dilemme connaissance/action : le développement comme champ politique, *Bulletin de l'APAD*, 1 : 14-17.

Dozon J.-P., 1985, Bilan d'une expérience rizicole en Côte d'Ivoire, in Boiral, Lantéri & Olivier de Sardan (Eds).

- Elwert G. & Bierschenk Th.**, 1988, Development aid as an intervention in dynamics systems. An introduction, *Sociologia Ruralis*, 28(2-3) : 99-112.
- Fassin D., Jeannée E., Salem G. & Reveillon M.**, 1986, Les enjeux sociaux de la participation communautaire. Les comités de santé à Pikine (Sénégal), *Sciences sociales et santé*, 4 (3-4) : 202-221.
- Goody J.**, 1982, Decolonisation in Africa : national politics and village politics, *Cambridge Anthropology*, 7 (2) : 2-24.
- Kasfir N.**, 1976, The shrinking political arena, Berkeley : University of California Press.
- Lentz C.**, 1988, Why the most incompetent are on the village council : development projects in an Indian village in Ecuador, *Sociologia Ruralis*, 28(2-3) : 199-215.
- Long N.**, 1984, Creating space for change. A perspective on the sociology of development. *Sociologia Ruralis*, 24 :168-183.
- Long N. (Ed)**, 1989, Encounters at the interface. A perspective on social discontinuities in rural development, Wageningen : Agricultural University.
- Long N. & Long A.**, 1992, Battlefields of knowledge, London : Routledge.
- Long N. & Ploeg (van der) J. D.**, 1989, Demythologizing planned intervention : an actor oriented perspective, *Sociologia Ruralis*, (3-4).
- Olivier de Sardan J.-P.**, 1987, Peasant logics and development projects logics, *Sociologia Ruralis*, 28(2-3) : 216-226.
- Olivier de Sardan J.-P.**, 1991, L'anthropologie du changement social et du développement comme ambition théorique ?, *Bulletin de l'APAD*, (1).
- Olivier de Sardan J.-P. & Paquot E. (Eds)**, 1991, D'un savoir à l'autre. Les agents de développement comme médiateurs, Paris : GRET-Ministère de la Coopération.
- Vincent J.**, 1978, Political anthropology : manipulative strategies, *Annual Review of Anthropology*, 7 : 175-194.

NOTES

- 1.Ce texte est issu d'une communication à un colloque organisé par le Secrétariat Général de la Défense Nationale (France). Le point de vue ici exposé synthétise un ensemble d'approches apparentées, développées par divers chercheurs, dont plusieurs membres de l'APAD : la bibliographie ci-dessous en donne quelques échantillons.
- 2.Par "développeurs" et "développés", je n'entends pas signifier que tous les "développés", ou tous les "développeurs", soient à mettre dans un même sac, loin de là : c'est une expression de pure commodité pour désigner deux sous-ensembles nettement contrastés, dont il doit être clair qu'ils sont eux-mêmes non-homogènes.